

Pancrace CIMPAYE
pcimpaye@yahoo.fr
Bruxelles
Belgique

Bruxelles, le 05 février 2011

Objet : Lettre ouverte pour un dialogue
avec l' opposition.

A Son Excellence Monsieur le Président
de la République du Burundi
à
BUJUMBURA.

Excellence Monsieur le Président,

Vous voudrez bien excuser la liberté que je prends en vous adressant cette lettre ouverte dictée par les malheurs, la souffrance et le désespoir qui hantent le peuple burundais après le hold up électoral du 24 Mai 2010. Depuis cette date, le pays fait face à de nombreux défis qui sont en passe de déstructurer totalement le tissu social de la nation burundaise. Face à cette menace grandissante, le peuple burundais attendait de votre Excellence une ébauche de solution, une lueur d' espoir le 31 Décembre 2010. Malheureusement le refus de tout dialogue avec l' opposition annoncé dans votre discours de fin d'année a résonné dans les oreilles des burundais comme un coup de poignard dans leur cœur.

Monsieur le Président, le refus de ce dialogue voudrait dire que tout va pour le mieux au Burundi! Et pourtant l' insécurité sans cesse grandissante qui tend à se généraliser à travers tout le pays et le marasme économique qui mine le pays sont autant d' indicateurs qui contredisent votre sentiment. Bien plus le retour au monopartisme qui se traduit par la persécution de tous ceux qui ne s' inscrivent pas dans la pensée unique du parti présidentiel, est une régression qui alerte tout homme politique.

Monsieur le Président:

- Etes-vous tranquille quand des figures de proue de la lutte armée au pays comme **Agathon RWASA** et **Léonard NYANGOMA** sont contraints à l' exil, contraints de vivre comme des citoyens de seconde zone. Ces hommes politiques vous pouvez les aimer ou pas, ils font partie des piliers du Changement qui avait été salué par le peuple burundais.

- Etes-vous tranquille quand un grand homme comme **Alexis SINDUHIJE** n' a plus le droit de mettre les pieds au Burundi? Reconnaissez-le, Excellence, ce Monsieur qui avait reçu plus de 60% de voix au sein de votre propre unité de protection ne mérite pas la galère de l' exil. Monsieur le Président, comment pouvez-vous dormir sur vos lauriers quand vos lieutenants (**Adolphe NSHIMIRIMANA**, **Gervais NDIRAKOBUCA**.....) répètent haut et fort que jusqu' en 2015 aucun parti politique de l' ADC IKIBIRI ne sera autorisé à tenir une réunion à l' intérieur du pays? De ce fait vous méprisez à ce point un homme comme **Léonce NGENDAKUMANA** qui a été à la tête de l' Assemblée Nationale pendant plus de huit ans dans des moments très durs. Cet homme a joué un rôle primordial dans le processus de paix qui vous a installé au pouvoir! Il

était le pont entre vous, combattants de la Liberté et de la Démocratie, et le Président BUYOYA qui représentait le camp du statu quo. Cet homme n' a plus le droit de réunir ses militants. C'est ingrat, Monsieur le Président! Or l' ingratitude est porteur de malheur.

A ce titre, souvenez-vous, Monsieur le Président qu' à la prison centrale de Mpimba croupit depuis 4 ans un homme qui a construit votre ascension fulgurante jusqu' au sommet de l' Etat. Il s' appelle **Hussein RADJABU**. Comme l' œil de Caïn, son emprisonnement irrégulier et injuste devrait torturer votre conscience. Vous l' avez sacrifié sans état d' âme. C' est une marque d' ingratitude poussé à l' extrême qui ne fait que vous ligoter. C' est un grain de sable dans votre botte ; vous ne pouvez donc pas avancer aisément avec ce désagrément. Pendant une année Hussein RADJABU a été présenté comme responsable de tous les malheurs qui venaient de votre pouvoir. Mais aujourd'hui force est de constater que 4 ans après son emprisonnement l' image de votre gouvernance ne s' est pas du tout amélioré. Au contraire la situation se dégrade à vue d'œil.

Monsieur le Président, regardez autour de vous: la corruption, la concussion, la gabegie, le clientélisme, le trafic d' influence, l' impunité, des emprisonnements arbitraires, des exécutions extra judiciaires, des assassinats politiques, des prisonniers politiques, des emprisonnements des journalistes comme le célèbre **KAVUMBAGU Jean Claude** sont le crédo de votre pouvoir; ces maux au lieu d' être sévis, ils ont été adoptés comme moyens de consolider votre pouvoir. Le dernier scandale du marché mafieux de " 500 millions de dollars américains" conclu par un membre de votre Gouvernement rentre dans cette logique. Le signataire délégué, Monsieur Tabu Abdallah MANIRAKIZA est aujourd'hui Conseiller Principal dans votre cabinet.

Monsieur le Président, je ne sais pas si vous vous rendez compte de la gravité d' un tel scandale! Au cas où ça ne serait pas le cas, voici la valeur de 500 millions de dollars qui équivalent à 600 milliards de francs burundais :

- avec cet argent, le Burundi peut se doter de quatre milles centres de santé d' une valeur de 150 millions chacun. Autant dire que chaque colline peut avoir au moins un centre de santé;
- avec cet argent, on peut payer 100 milles jeunes chômeurs pendant cinq ans, en raison de 100 milles francs burundais par mois;
- avec cet argent, les huit millions de burundais , chacun peut avoir 37,5 kg de sucre en raison de 2000 francs le kilo;
- avec cet argent, les huit millions de burundais, chacun peut avoir 150kg de sel en raison de 500 francs le kilo;
- avec cet argent, les huit millions de burundais, chacun peut avoir 15 houes en raison de 5000 francs la pièce;
- avec cet argent, les huit millions de burundais, chacun peut avoir plus ou moins 2 vaches en raison de 400 milles la vache;
- avec cet argent, on peut mettre un terme aux grèves à répétition qui secouent le secteur de l' Education et de la Santé.

Ce tableau démontre suffisamment combien ce scandale est un grand crime contre votre peuple. Il devait asphyxié toute une nation. Dommage que personne n' est sanctionné. Nous avons des crimes mais il n' y a pas de criminels!

Monsieur le Président, à côté de ces crimes économiques point n' est besoin de relever la question de la violation des droits de l' homme. Votre cheval de bataille d' hier qui était la défense des droits de l' homme n' est plus inscrit à l' ordre du jour. Ainsi à chaque sortie d' un rapport de Human Rights Watch, la réaction de votre régime est de lancer des boulets de canon

sur l'organisation au lieu de procéder à un examen de conscience et changer de comportement. Vous êtes allé jusqu'à expulser la représentante de l'organisation, **Neela GHOSHAL**. Mais permettez-moi de vous rappeler, Monsieur le Président que quand vous justifiez encore les raisons de votre lutte armée, les rapports de Human Rights Watch et d'Amnesty international étaient vos documents de référence; **La déclaration Universelle des Droits de l'homme** était votre vade-mecum. A l'époque, vous appréciez la qualité du travail de ces organisations. Rassurez-vous Monsieur le Président, la qualité et la méthodologie de leur travail n'ont pas changé. Mais c'est vous qui avez changé le fusil d'épaule. Votre fusil qui libérait la démocratie et défendait les droits de l'homme hier, tire à bout portant et sans sommation sur les mêmes valeurs aujourd'hui. C'est dans cette dynamique qu'**Ernest MANIRUMVA** a été lâchement assassiné et que la justice s'évertue à protéger les véritables auteurs du drame. C'est la même logique qui justifie les cadavres sans tête qu'on a retrouvé le long de la rivière Rusizi. C'est la même dynamique qui préside à la persécution de la presse et de la société civile.

Monsieur le Président, mon cri d'alarme ne saurait passer sous silence l'épineuse question de l'insécurité grandissante qui tend malheureusement à embraser tout le pays. Vous traitez ce mouvement de BANDITS ARMES. Mais permettez-moi, Monsieur le Président de vous rappeler que le mouvement que vous traitez de bandits vous l'appeliez, entre 1994 et 1995, un mouvement de COMBATTANTS DE LA LIBERTE, un mouvement DU PEUPLE EN ARMES, un mouvement pour la DEFENSE DE LA DEMOCRATIE. Effectivement la Démocratie était menacée. Est-ce qu'elle l'est moins aujourd'hui? Je ne pense pas. Aujourd'hui plus qu'hier la Démocratie est en danger de mort. Que faire? Laissez-moi vous rappeler une fois de plus, Monsieur le Président, la phrase de la Déclaration Universelle des Droits de l'Homme qui était chère à votre parti politique; elle était inscrite sur le papier en-tête de votre parti "**Considérant qu'il est essentiel que les droits de l'homme soient protégés par un régime de droit pour que l'homme ne soit pas contraint en suprême recours, à la révolte contre la tyrannie et l'oppression...**" Faites une introspection, ces pseudo bandits armés sont manifestement, comme cela fût le cas hier, une expression d'une révolte contre la tyrannie et l'oppression devenues le lot quotidien des burundais qui ne suivent pas la pensée unique du CNDD FDD. Autant dire que les mêmes causes de 1994 sont en train de produire les mêmes effets. Il avait raison cet ancien Président américain qui a déclaré: "**C'est en empêchant les révolutions pacifiques qu'on rend possible les révolutions violentes.**"

Monsieur le Président, votre homologue français, Monsieur Nicolas SARKOZY vient de vous le rappeler du haut de la tribune de l'Union Africaine à Addis Abeba, ce 30 Janvier 2011: "**la violence engendre la violence.**" Dans son discours, il vous a fait un autre clin d'œil que je reprends: "**Dans le monde d'aujourd'hui, on ne peut plus gouverner comme dans celui d'hier. Ce changement ou bien on le subit et c'est la porte ouverte, un jour ou l'autre, à la violence, ou bien ce changement on le précède, on l'accompagne et alors il peut s'accompagner sans heurts**". Monsieur le Président, le Burundi est à la croisée des chemins. Vous avez une occasion en or de faire un choix. Le choix d'être un héros ou celui par qui le processus de paix à déraiper et sombrer dans l'abîme de la guerre civile. Vous serez ce héros, un héros qui sera chanté, si vous acceptez de saisir la main tendue de l'**A.D.C IKIBIRI**. Vous serez un Vaillant digne fils du Burundi si vous accédez à la demande de cette opposition qui ne demande qu'à discuter avec vous des questions qui fâchent. Ainsi vous aurez précédé le Changement que réclame le peuple burundais. Cette démarche n'est pas sans embûches, je présume. Je ne doute pas que des conseillers opportunistes et pêcheurs en eaux troubles vous répéteront à l'oreille que les chiens aboient mais que la caravane passe. Rassurez-vous Excellence, quand les chiens deviennent très nombreux à aboyer, la caravane peut ne pas passer; un peuple poussé au désespoir, un peuple opprimé a des fois une force insoupçonnée et des réactions inattendues. D'autres mauvais génies, pour compromettre ce rendez-vous de l'

histoire vous recommanderont de ne pas discuter avec une opposition qui ne reconnaît pas votre victoire de 2010. Rappelez-les, Monsieur le Président que vous avez négocié en 2002 avec les Présidents BUYOYA et NDAYIZEYE alors que vous défendiez bec et ongles que le seul gouvernement légitime était celui de Son Excellence Melchior NDADAYE du 10 juillet 1993. A cette époque vous réclamiez à cor et à cri le retour à la légalité constitutionnelle. C' était un préalable aux négociations. Et pourtant, en 2003, vous avez conclu un accord avec le Gouvernement du Président NDAYIZEYE. D'autres prophètes vous recommanderont un raccourci dangereux de promettre monts et merveilles aux corps de défense et de sécurité comme la dernière augmentation de salaire qui peine à se réaliser. C'est une certitude, aujourd'hui; il est difficile de jeter la poudre aux yeux à ce corps. Ils savent très bien que le pays va mal. Ils sont pertinemment convaincus que la reprise de la guerre les condamne à être la chair à canon pendant que le dialogue entre les hommes politiques est leur seul salut.

Monsieur le Président, prenez à cœur cette voie de sortie. Vous aurez honoré la mémoire des héros de l' Indépendance et de la Démocratie. Vous serez grand et noble quand vous aurez rétabli la paix sociale et la Démocratie qui manquent tant au Burundi.

Dans l'espoir d' une suite favorable à ma lettre ouverte, je vous prie d' agréer, Excellence Monsieur le Président de la République, l'expression de ma haute considération.

Copie pour information:

- Alliance des Démocrates pour le Changement, A.D.C- IKIBIRI.
- C.N.D.D.- F.D.D.
- Ancien Chef d' Etat (Tous)
- Mission Diplomatique accréditée à Bujumbura(Toutes)
- Conférence Internationale sur la Région des Grands Lacs
- Organisation de la Société Civile (Toutes)
- Confession Religieuse (Toutes)
- Conseil National des Bashingantahe
- La Presse

Post Scriptum: *cette lettre ouverte n' engage pas le FRODEBU dont je suis le porte parole.*

(Sé) Pancrace CIMPAYE